

Guerre commerciale : L'UE propose un compromis tarifaire inédit aux États-Unis pour éviter l'escalade



L'UE propose un droit de douane unique de 10 % pour apaiser les tensions commerciales avec les États-Unis. (Crédits : Mike Blake)

latribune.fr

L'Union européenne envisage un tarif douanier unique de 10 % sur ses exportations vers les États-Unis, ouvrant la voie à une coopération transatlantique face aux tensions commerciales grandissantes.

Dans un geste significatif visant à désamorcer les tensions commerciales transatlantiques, l'Union européenne serait prête à accepter, sous certaines conditions, l'imposition d'un droit de douane unique de 10 % sur l'ensemble de ses exportations vers les États-Unis. Cette information, rapportée par le quotidien économique allemand Handelsblatt citant des négociateurs européens de haut rang, marque une tentative de l'UE d'éviter des tarifs douaniers plus élevés et ciblés sur des secteurs clés comme l'automobile, les produits pharmaceutiques et l'électronique.

Cette proposition, qui ne serait pas considérée comme permanente, s'inscrit dans une stratégie de Bruxelles pour prévenir une escalade des mesures protectionnistes qui pourrait gravement impacter les économies des deux blocs. L'offre serait conditionnelle, suggérant que l'UE cherche des garanties ou des contreparties de la part de Washington.

Des concessions réciproques en discussion

En échange de l'acceptation de ce tarif généralisé de 10 %, l'Union européenne se montrerait également disposée à faire des concessions significatives. Selon Handelsblatt, Bruxelles serait prête à réduire ses propres droits de douane sur les véhicules fabriqués aux États-Unis. Cette mesure viserait à faciliter l'accès des constructeurs automobiles américains au marché européen, une demande de longue date de Washington.





Au-delà des tarifs douaniers, l'UE envisagerait également de modifier certains obstacles techniques ou juridiques qui pourraient freiner la vente de voitures américaines en Europe. Ces barrières non tarifaires sont souvent un point de friction majeur dans les négociations commerciales, et leur assouplissement témoignerait d'une volonté de compromis de la part de l'UE.

Le gaz russe, nouvelle carte dans les négociations ?

Un élément notable de la proposition européenne serait l'engagement d'interdire les achats de gaz naturel russe. Cette décision, si elle était confirmée et mise en œuvre, aurait un double impact. D'une part, elle renforcerait la politique énergétique de l'UE en matière de diversification des approvisionnements et de réduction de sa dépendance vis-à-vis de la Russie. D'autre part,

elle pourrait mécaniquement accroître la demande européenne pour le gaz naturel liquéfié (GNL) américain, offrant ainsi un débouché commercial significatif aux producteurs énergétiques des États-Unis. Cette dimension géopolitique et énergétique ajoute une couche de complexité et d'intérêt aux discussions en cours.

La Commission européenne n'a pas encore réagi officiellement à ces informations, mais cette fuite dans la presse allemande suggère que des discussions intenses sont en cours dans les coulisses, alors que les deux puissances économiques cherchent un terrain d'entente pour éviter une guerre commerciale totale.

(Avec Reuters) ■

